



Déclaration B7 - L7

La présidence du G7 2019 a fait de la lutte contre les inégalités sa priorité en fixant des objectifs ambitieux pour la cohésion sociale. Nous, les organisations d'employeurs (B7) et les organisations syndicales (L7) des pays du G7, considérons que nous avons un rôle à jouer pour relever ce défi.

Pendant des décennies, le multilatéralisme a apporté paix et prospérité dans la plupart des régions du monde, réduisant la pauvreté et générant des opportunités pour un grand nombre; cependant, il fait maintenant face à de nouveaux défis de toutes sortes, notamment la transition technologique et la transition écologique, exacerbés par les inégalités persistantes et la discrimination, notamment entre les sexes.

Nous pensons que l'économie mondiale ne peut être inclusive et durable si elle exclut une grande partie de la population de l'égalité des chances et des avantages de la croissance. La gouvernance mondiale devrait mieux prendre en compte les défis sociaux actuels, y compris le besoin de nouvelles compétences, pour assurer le travail décent selon les standards internationaux, afin de créer les conditions permettant aux entreprises de soutenir la productivité, d'augmenter les salaires et de créer de bons emplois.

Enfin en nous inspirant de la déclaration tripartite du G7 issue de la réunion ministérielle des Affaires sociales (G7 social) au mois de juin, nous exhortons les pays du G7 à agir et à rétablir la confiance afin d'éviter le risque qu'une partie croissante de la population, se sentant vulnérable ne perde confiance en la démocratie et en l'économie mondiale.

Nous invitons toutes les parties prenantes à soutenir et à financer nos systèmes d'éducation et de formation, à aider les entreprises et les employés à s'adapter à un monde numériquement interconnecté et à viser la durabilité de l'environnement en encourageant les investissements écoresponsables à long terme, afin de promouvoir la croissance et le plein emploi. Nous estimons qu'il est essentiel que les entreprises et les organisations syndicales agissent pour aider les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences et à les améliorer tout au long de leur carrière. Nous estimons qu'il est également essentiel que les gouvernements créent un environnement favorable pour aider les travailleurs et les entreprises dans ces efforts en prenant les mesures de transition appropriées.

Nous, les organisations d'employeurs et les organisations syndicales, travaillant ensemble dans le cadre du dialogue social, relevons déjà ces défis. Nous avons un rôle clé à jouer pour façonner ensemble l'avenir du travail et pour placer les personnes au cœur de la croissance économique et du progrès social. Nous estimons que l'avenir du travail doit être plus inclusif, notamment en termes de prospérité partagée, qui a un impact profond et positif sur les sociétés ainsi que sur les performances des entreprises. Nous sommes convaincus des avantages d'une main-d'œuvre diversifiée, exempte de discrimination, pour atteindre nos objectifs économiques et sociaux.

Dans le but de faire progresser la cohérence des politiques et des actions inscrites à l'ordre du jour par la présidence française, de sensibiliser sur ce sujet et de convenir d'un programme de travail, nous demandons aux dirigeants du G7 de promouvoir une initiative internationale impliquant tous les acteurs, y compris les représentants des B7 et L7, en faveur de la croissance durable et d'un modèle de gouvernance internationale plus inclusif.

Le sommet du G7 à Biarritz en 2019 représente une dynamique politique unique où les gouvernements, les entreprises, les syndicats et la société civile devraient se mettre d'accord pour travailler ensemble afin de relever les défis de notre temps et redéfinir l'ordre économique mondial.

*5 Juillet 2019
Aix en Provence*